

S<sup>TE</sup> BOURIN et C<sup>ie</sup>

4.13. 6ex.9/2  
6e Arrondissement VB

MONTLUÇON, le 2 Février 1971

Erudes Voies

Ligne de Bourges à Montluçon

gare de Montluçon - Eau

E.P. concédé à la Société Bourin et Cie

D. 52

Monsieur le Chef de la

SUBDIVISION de la COMPTABILITE  
(2ex)

En application à la note Comptabilité n° 3224  
du 8 mai 1947, je vous adresse ci-joints 3 exemplai-  
res du traité en date du 15 Décembre 1970 passé  
avec la Société Bourin et Cie pour régler les  
conditions d'exploitation de l'embranchement  
particulier visé en marge.

Le Chef du 6e Arrondissement VB,

COPIE à : - M. le CHEF de la 2ème Section (2ex)  
avec 2 ex du traité

COPIE à : - C  
avec 1ex du traité

## SOCIETE NATIONALE des CHEMINS de FER FRANCAIS

Région du SUD-OUEST

Gare de MONTLUCON-EAU

## TRAITE d'EMBRANCHEMENT PARTICULIER

Entre :

La Société Nationale des Chemins de Fer Français (S.N.C.F.) dont le siège est à PARIS, 88, rue Saint-Lazare, représentée par M. GUERVILLE, Directeur de la Région du Sud-Ouest, agissant par délégation de M. GUIBERT, Directeur Général de cette Société;  
d'une part;

et la Société BOURIN et Cie, dont le siège est à MONTLUCON - 03, 2, Quai de Verdun, représentée par Monsieur BOURIN Raymond, Président Directeur Général; agissant au nom et pour le compte de cette Société, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés aux termes de la délibération du Conseil d'Administration du 16 Novembre 1970.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

La Société BOURIN et Cie, désirant mettre un entrepôt qu'elle possède sur le territoire des Communes de MONTLUCON et de St-VICTOR, en communication avec la voie ferrée au moyen d'un embranchement particulier, la S.N.C.F. y consent et les parties sont d'accord pour que l'établissement et l'exploitation dudit embranchement aient lieu aux conditions stipulées dans le "Cahier des Conditions d'Etablissement, d'entretien et d'exploitation des embranchements particuliers (C.C.E.)" - Edition du 1er Novembre 1966 - dont la Société BOURIN et Cie reconnaît avoir reçu un exemplaire, conditions qui seront complétées ou modifiées comme il est dit ci-dessous et auxquelles l'intéressée déclare, par les présentes, se soumettre sans restriction ni réserve.

ARTICLE 1 et 4 du C.C.E. -

La limite entre la première et la seconde partie de l'embranchement est indiquée sur le plan annexé au présent traité.

ARTICLE 8 du C.C.E. -

Le terrain que l'embranché est autorisé à occuper en application de l'article 8 du C.C.E. pour y édifier les installations de seconde partie est repéré sur le plan annexé au présent traité.

La superficie des terrains occupés est de : 63 mètres carrés.

La redevance annuelle d'occupation correspondante est de TROIS francs DIX centimes (3,10 F.) (taxes non comprises).

En cas de variation dans les prix des tarifs marchandises en général, cette redevance sera modifiée à la même date et dans la même proportion que les prix de ces tarifs.

Cette modification pourra également intervenir en cas d'aménagement de certains tarifs applicables aux transports commerciaux ayant entraîné une variation d'au moins 1 % du taux moyen des prix de transport de marchandises.

.....

1) valeur au 5.1.1970.



ARTICLE 10 du C.C.E. -

La S.N.C.F. n'est tenue de desservir l'enbranchement qu'une seule fois par jour ouvrable.

Les wagons seront livrés sur l'une des voies de dédoublement de l'enbranchement désignées par les lettres A et B et repris sur l'autre voie, cette livraison et cette reprise ayant lieu à l'origine de ces voies, immédiatement après la traverse de déga-gement (voir plan).

La desserte régulière ne donne pas lieu à redevance.

ARTICLE 12 du C.C.E. -

Le coefficient applicable à l'enbranchement et servant de base au calcul de la redevance annuelle est fixé à deux cent quatre-vingt onze points (291).

Catégorie de l'enbranchement telle qu'elle est définie dans le tableau de l'Ar-rêté Ministériel du 6 Septembre 1966 : II a.

ARTICLE 13 du C.C.E. -

Pour la taxation des marchandises, l'enbranchement est situé en gare de :  
MONTLUCON-EAU.

Complément à l'article 13 du C.C.E. :

Si l'enbranché a créé des installations de transvasement ou de transbordement de produits, qui, quel que soit leur état physique, sont inflammables ou susceptibles de le devenir, de même s'il envisage de créer de telles installations ou de modifier les installations existantes, en vue d'expédier ou de recevoir de tels produits, il doit en aviser la S.N.C.F., laquelle déterminera en accord avec lui les mesures de sécurité à réaliser sur l'enbranchement, mesures qui feront l'objet d'une consigne par-ticulière.

L'enbranché devra aviser la S.N.C.F. de tout travail d'entretien, de renouvelle-ment ou de modification des voies de 2ème partié afin de permettre à celle-ci de veil-ler au maintien des mesures de sécurité prescrites.

Le présent traité entrera en vigueur à compter du 18 Novembre 1969.

Fait en double exemplaire à MONTLUCON, le quinze décembre mil neuf cent soixante-dix.

Le Représentant de la S.N.C.F.

signé : MARTIN

signé : BOURIN